Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 42 (2017)

Artikel: Ecrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la Guerre froide

Autor: Gillabert, Matthieu / Robert, Tiphaine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1077818

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ecrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la Guerre froide

Matthieu Gillabert et Tiphaine Robert

Etre exilé, «c'est ne pas être chez soi là où l'on est».[1] Si essentielle qu'elle soit, cette définition situationnelle de l'exil a été complétée par plusieurs recherches récentes, souvent au carrefour de l'histoire et de la sociologie. Elles ont mis l'accent sur les activités multiples, voire l'activisme des exilé·e·s: leur destin constitue non seulement une trajectoire personnelle, contrainte et souvent douloureuse, mais également le moteur de nombreux transferts et circulations de modèles politiques, sociaux et culturels. C'est particulièrement le cas, en Suisse, des réfugié·e·s politiques d'Europe centrale pendant la Guerre froide.

Actualité et historiographie en Suisse

Ce numéro d'*Itinera* s'insère dans un double contexte lié à l'actualité, d'une part, et à l'historiographie, de l'autre. Depuis 2015, les tensions politiques se sont accentuées en Europe face à la hausse du nombre de réfugié·e·s en provenance de zones de guerre ou de situations politico-économiques particulièrement rudes. Ce sont bien eux qui, durant leurs périlleux voyages, ont le plus à souffrir lorsqu'ils arrivent au pied des frontières européennes gérées par des dispositifs à la fois rigides et aléatoires. Toutefois, une des conséquences collatérales de cette crise est aussi un renforcement des antagonismes entre pays européens à l'égard de la migration. Les pays de l'ancien bloc communiste sont souvent pointés du doigt – à tort ou à raison – comme les mauvais élèves: le refus d'accueillir les réfugié·e·s constituerait un «élément de consensus social», dans ces pays où l'absence de passé colonial aurait nié l'expérience de l'altérité.[2] Si cette explication fournit des éléments de compréhension, des nuances doivent être ajoutées à ce schéma: là-bas, le spectre des réactions parmi les acteurs sociaux est beaucoup plus large que ne le laissent croire les prises de parole gouvernementales, et les barbelés de l'île de Melilla et de Calais suffisent à montrer qu'il n'existe point de ligne de partage claire entre la générosité des uns et l'égoïsme des autres.

1 Stéphane Dufoix, Politiques d'exil: Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945, Paris 2002, p. 15.

2 André Liebich, Mais pourquoi donc l'Europe de l'Est refuse-t-elle d'accueillir les réfugiés?, in: Le Temps, 15 septembre 2015.

Les articles de ce numéro invitent justement à voir cette histoire commune de la migration en Europe, histoire qui fut largement façonnée par les vagues d'exil d'Europe centrale. Celles-ci ont montré que, apparemment hermétique, la frontière à la fois idéologique, physique et politique entre les blocs s'est révélée poreuse; à travers des trajectoires beaucoup moins linéaires qu'il n'y paraît, faites d'allers-retours, de doutes, de rejets, de solidarité et d'indifférence, l'histoire de ces exils questionne à la fois les sociétés d'accueil et celles qui sont abandonnées, définitivement ou non.

Cette livraison d'*Itinera* apporte sa contribution à l'historiographie de l'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide. L'exil est un concept polysémique, dont les frontières avec la migration, la diaspora et le refuge sont poreuses. Traditionnellement liée aux trajectoires des individus appartenant le plus souvent à l'élite politique et culturelle, la notion d'exil sert avant tout à souligner l'abandon forcé de son lieu de vie pour des raisons politiques: c'est une forme de déracinement. Alors que ce cahier se consacre précisément au moment du passage d'un bloc de la Guerre froide à un autre, il nous semble qu'une catégorisation trop précise risque de masquer la complexité de ces parcours. Selon le sociologue français Stéphane Dufoix, le terme d'«émigration politique», qui engloberait toutes les personnes fuyant un pays «à la suite des mêmes événements politiques», se distingue de l'exil politique qui sous-entend un engagement politique.[3] Cette différenciation est utile pour analyser l'activité politique des exilé·e·s dans l'espace d'accueil. Selon le linguiste Alexis Nouss, l'exil recouvre une réalité plus large lorsqu'il évoque par exemple les «masses d'exilés».[4] Dans cette perspective, la notion d'exil devrait «proclamer la diversité des parcours individuels et souligner une condition commune à tous les sujets en migration».[5]

Or, dans le contexte de la Guerre froide, une lecture légèrement différente du terme «exil» est nécessaire. En Occident, on ne remettait généralement pas en question le caractère politique de cette migration est-ouest. Les réfugiés de la Guerre froide étaient automatiquement considérés comme des exilés. Cependant,

3 Stéphane Dufoix, Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation, in: Revue européenne des migrations internationales 16/3 (2000), p. 148. La contribution de Kristina Schulz dans ce numéro apporte des clés de compréhension pour distinguer les origines épistémologiques des deux notions d'exil et de migration.

4 Alexis Nouss, La condition de l'exilé: Penser les migrations contemporaines, Paris 2015, p. 11. Nouss appelle à considérer la condition exilique, ou l'exiliance, pour étudier le vécu des personnes qui ont, quelles que soient les raisons, quitté leur pays dans l'espoir de vivre mieux. Il distingue aussi les deux termes par une différence fondamentale: «La migration peut se donner en chiffres, l'exil exige des mots» (p. 34). Ce débat terminologique a également interrogé la presse dans le cadre de la crise des réfugiés de 2015: Lucien Jedwab, Migrant, exilé, réfugié: les mots pour le dire, in: Le Monde, 4 septembre 2015.

5 Alexis Nouss, *op. cit.*, p. 23.

tous les exilés actifs politiquement n'étaient pas réfugiés et tous les réfugiés n'étaient pas exilés «actifs».[6] Ainsi, il nous semble pertinent dans ce cahier d'associer le terme d'«exilé·e·s» aux émigré·e·s de la Guerre froide pour englober cette diversité des parcours. Entre les moments du départ, de l'arrivée, de l'installation et de l'éventuel retour, les projets peuvent évoluer en fonction des circonstances. Ils peuvent également être élaborés en fonction d'attentes multiples: trouver un refuge, une vie plus satisfaisante, une meilleure situation économique, une plus grande liberté.

La multiplicité des motifs de l'exil interroge aussi les divers rôles – politiques, culturels, sociaux – que jouent les sociabilités au sein des diasporas. Ce concept pour saisir la dispersion des individus à l'échelle transnationale[7] permet de suivre le devenir des communautés d'exilé·e·s à moyen et long termes.

Ainsi, si l'exil recouvre la dimension politique, essentielle dans les rapports entre blocs de la Guerre froide, il ne devrait pas faire oublier d'autres niveaux de compréhension: les écarts socio-économiques et l'opposition culturelle entre l'Est et l'Ouest occupent une place importante dans les stratégies des exilé·e·s. Leur situation est également liée aux conditions de l'accueil: le refuge que l'émigré·e trouve ou non après avoir quitté son pays apparaît bien comme le corollaire de l'exil.

En Suisse, l'historiographie de la migration a connu un premier grand développement pendant les années 1990.[8] Mais, depuis trois ans, presque simultanément, des articles programmatifs et des numéros entiers des revues phares de la discipline ont paru sur l'histoire des migrations. Ils soulignent l'importance d'intégrer les différents aspects de cette histoire – immigration et émigration, politiques d'accueil, trajectoires individuelles et collectives des migrant·e·s eux-mêmes – pour comprendre la période contemporaine et annoncent l'apport de nouvelles méthodes pour saisir ces phénomènes.[9]

6 Stéphane Dufoix, Fausses évidences, *op. cit.*, pp. 154–156.

7 Stéphane Dufoix, Les diasporas, Paris 2003, pp. 34–39.

8 En 1991, Silvia et Gérald Arlettaz réalisent un premier aperçu du développement de l'historiographie de l'immigration et du refuge en Suisse qu'ils divisent en trois thématiques (étrangers dans l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse; immigrés politiques et réfugiés; immigration et société d'accueil): L'immigration en Suisse depuis 1848: une mémoire en construction, in: Revue suisse d'histoire 41/3 (1991), pp. 287–297. Si ses auteurs constatent les lacunes et le nécessaire travail de mémoire à effectuer, cet article contient l'amorce du renouveau historiographique de cette décennie.

9 Irma Gadient, Damir Skenderovic (dir.), Histoire(s) des migrations en Suisse: un changement de perspective, numéro spécial de la Revue suisse d'histoire 65/1 (2015) et son introduction: Damir Skenderovic, Vom Gegenstand zum Akteur: Perspektivenwechsel in der Migrationsgeschichte der Schweiz; Brigitte Studer, Caroline Arni, Walter Leimgruber, Jon Mathieu, Laurent Tissot (dir.), Die Schweiz anderswo – La Suisse ailleurs, numéro spécial de l'Annuaire suisse d'histoire économique et sociale 29 (2015); Claude Hauser, Pauline Milani, Martin Pâquet, Damir Skenderovic (dir.), Sociétés de migrations en débat. Québec-Canada-Suisse: approches comparées, Québec 2013.

Premièrement, ce récent dynamisme s'insère dans le sillage d'une histoire globale, ou connectée,[10] à l'œuvre en Suisse depuis une décennie: l'histoire des migrations – et pas seulement de l'immigration – contribue, en faisant varier les échelles, à relier des transformations sociales et culturelles en Suisse à des phénomènes transnationaux.[11] Deuxièmement, plus centrée sur l'immigration, l'une des voies désormais privilégiée est celle de l'analyse des trajectoires pour mesurer à la fois l'impact des dispositifs institutionnels et administratifs sur les individus et leurs stratégies d'accommodement – voire de contournement – face aux régimes de migration. Les approches sont soit collectives, notamment grâce aux prosopographies, soit individuelles, mais elles se rejoignent dans leur volonté d'accorder plus d'importance aux migrant·e·s eux-mêmes.[12]

Dans le cadre de ce renouvellement historiographique, la présente publication s'intéresse à un sous-champ marginalisé quant à la temporalité et à l'espace. D'abord, comme le relève Silvia Arlettaz, cette période est encore peu défrichée,[13] bien que, récemment, la période de la Guerre froide ait trouvé un intérêt renforcé en lien avec l'ouverture de nouvelles archives et de nouvelles façons de comprendre ce conflit. Les présentes études montrent que cette période n'est pas monolithique, notamment en ce qui concerne les rapports de la Suisse avec l'Europe de l'Est. Ensuite, et c'est l'aspect le plus marquant, la recherche historique laisse largement de côté le pôle géographique de l'Europe centrale.[14] L'essentiel des recherches se focalise en effet sur l'immigration en provenance des pays voisins, en particulier de l'Italie.[15] Il faut remonter au début des années 1990 pour atteindre le dernier moment où les migrations en provenance d'Europe centrale ont rencontré une attention accrue de la part des chercheuses et chercheurs. Les ouvrages collec-

10 En 2007, les directeurs du numéro de la revue *traverse* soulignent que l'histoire globale ne peut être considérée comme une théorie ou une méthode mais correspond davantage à une «sensibilité» des historien·ne·s en ce début de XXIe siècle. Jérôme David, Thomas David, Barbara Lüthi, Les territoires de l'histoire globale: héritages, ambitions et périls, in: traverse 14/3 (2007), p. 11.

11 On retrouve ce phénomène aux Etats-Unis, au début des années 1990, où le transnationalisme est «une façon de sortir l'histoire (et l'historiographie) américaine de son isolationnisme». Nancy L. Green, Le transnationalisme et ses limites: le champ de l'histoire des migrations, in: Jean-Paul Zúñiga (dir.), Pratiques du transnational. Terrains, preuves, limites, Paris 2011, p. 201.

12 Selon Damir Skenderovic, «on se doit de reconnaître qu'une perspective plus pertinente et globale sur les migrants en tant qu'acteurs émerge peu à peu au sein des études historiques sur la migration par le biais du concept de transnationalité». Damir Skenderovic, L'immigration en Suisse, une histoire en lente construction, in: Sociétés de migrations en débat, op. cit., p. 34.

13 Silvia Arlettaz, Immigration et présence étrangère en Suisse. Un champ historique en développement, in: traverse 18/1 (2011), p. 210. Ce deuxième aperçu, comme en 1991, apparaît aussi au seuil d'un renouveau dans l'historiographie de la migration en Suisse.

14 L'«Europe centrale» représente un espace difficilement identifiable, sujet à de multiples découpages. Ce numéro porte avant tout sur les pays communistes d'Europe pendant la Guerre froide.

15 De nombreuses monographies ou des ouvrages collectifs remarquables témoignent de ce renouveau historiographique comme: Morena La Barba, Christian Stohr, Michel Oris, Sandro Cattacin (dir.), La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre, Lausanne 2013.

tifs *Asyl und Aufenthalt* et *Bild und Begegnung* en sont en quelque sorte la synthèse.[16] L'intérêt en Suisse pour les changements politiques intervenus dans cette région vers 1989 se concrétise dans le nombre de mémoires de licence rédigés à cette époque.

D'après les chiffres de la Société suisse d'histoire portant sur les mémoires et les thèses ayant un sujet lié à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie et à la Roumanie, la période 1996–2000 constitue une forme d'apogée. Alors que 10 thèses et mémoires en histoire sont acceptés entre 1991 et 1995 en Suisse, 28 le sont durant la période 1996–2000; le chiffre redescend à 13 pour les cinq années suivantes.[17] Le pic des nouvelles recherches semble donc avoir eu lieu avant le renouvellement du débat historiographique portant sur les migrations en Suisse. Pour l'ensemble de l'échantillon, le nombre d'études concernant les migrations et l'exil en Suisse ne dépasse pas cinq.

Ce numéro d'*Itinera* propose ainsi de présenter des cas d'études et des pistes de recherche pour relier les réflexions sur ces migrations d'Europe centrale à ce débat historiographique sur les migrations. Toutes les contributions ne concernent pas directement la Suisse, mais nous pensons que des recherches effectuées sur d'autres terrains – français, états-unien – sont inspirantes pour interroger le cas helvétique. Le fil rouge de cette publication est de se demander si ces migrations peuvent être rapprochées d'autres vagues d'immigration qu'a connues la Suisse durant cette période ou si le contexte idéologique et culturel de la Guerre froide leur confère une trop grande spécificité. A n'en pas douter, le conflit idéologique fait de ces migrations autant de transgressions, mais il pousse également à ne pas les envisager que sous l'angle politique. Les motifs politiques qui poussent à l'exil ne sont pas toujours clairement détachés d'autres raisons de partir, qu'elles soient économiques, professionnelles, familiales.[18]

Ces migrations, si elles s'inscrivent dans une histoire spécifique, sont en effet comparables à d'autres. Il importe donc de reprendre ce dossier en le soumettant à un questionnaire multiple, au carrefour d'historiographies culturelle, politique et sociale.

16 Asyl und Aufenthalt: die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert, Basel/Frankfurt a.M. 1994; Bild und Begegnung: kulturelle Wechselseitigkeit zwischen der Schweiz und Osteuropa im Wandel der Zeit, Basel/Frankfurt a.M. 1996. Voir également les contributions de Carsten Goehrke (Politische Flüchtlinge aus dem Zarenreich in der Schweiz) et de Tamas Kanyo (Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz) parues dans Jahrbuch für Europäische Geschichte 7, München 2006.

17 Chiffres tirés de la base de données Infoclio: http://www.infoclio.ch/fr/theses (09.12.2015).

18 Carsten Goehrke, Das östliche Europa und die «Zuflucht Schweiz». Eine Bilanz aus historischer Sicht, in: Asyl und Aufenthalt, op. cit., p. 322.

Exilé·e·s et circulations culturelles

Les activités culturelles des exilé·e·s constituent l'enjeu qui a le plus marqué l'historiographie sur la présence de ressortissant·e·s d'Europe centrale en Suisse. Au XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'attention se porte avant tout sur les engagements multiples et les réseaux d'intellectuel·le·s et d'étudiant·e·s. Cette histoire des élites est fortement imprégnée par des vagues d'exilé·e·s – libéraux cosmopolites, révolutionnaires, soldats – issues des mouvements nationaux: c'est le cas par exemple des réfugié·e·s polonais après les insurrections de novembre 1830 et de janvier 1863.[19] Si le sujet mérite encore d'être approfondi, de nombreuses recherches étudient l'action des foyers nationalistes ou communistes en Suisse: les activistes apparaissent alors presque exclusivement concentrés sur le devenir de leur pays d'origine. La présence importante des étudiant·e·s en provenance de l'Empire russe à partir des années 1880 a également fait l'objet de travaux particuliers. Ici, il s'agit tantôt d'un exil politique, notamment dans le cas des Juifs, tantôt de migrations académiques profitant aux universités suisses qui ont besoin de ces étudiant·e·s pour que leurs établissements soient rentables.[20]

Pour la période de la Guerre froide, les études sur la dimension culturelle de l'exil en Suisse sont beaucoup plus rares. Comme c'est le cas pour la France, elles se situent dans le prolongement des périodes précédentes: ce sont les intellectuel·le·s et plus particulièrement les milieux littéraires – pensons à la revue *Kultura*, qui devient un véritable lieu de mémoire en Pologne et à l'étranger[21] – qui sont mis en avant. La variété des travaux portant sur de tels exilé·e·s en Suisse, notamment par le biais de témoignages et d'entretiens, soulignent l'hétérogénéité des formes d'engagements. Pour s'en convaincre, il suffit de penser aux activités de l'écrivaine hongroise Agota Kristof, du soviétologue Józef Bocheński ou du philosophe Bronisław Baczko.[22]

19 Dzovinar Kévonian, Deux siècles de réfugiés: circulations, qualifications, internationalisation, in: Pouvoirs 144/1 (2013), pp. 19–20.

20 Mentionnons l'ouvrage d'Halina Florkowska-Frančić, «Die Freiheit ist eine grosse Sache» Aktivitäten polnischer Patrioten in der Schweiz während des Ersten Weltkriegs, Basel 2013; pour les étudiant·e·s, voir en particulier: Ladislas Mysyrowicz, Université et révolution: les étudiants d'Europe orientale à Genève au temps de Plékhanov et de Lénine, in: Revue suisse d'histoire 25/4 (1975), pp. 514–562; Natalia Tikhonov, Les étudiantes russes dans les universités suisses à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle: les raisons d'un choix, in: Anne-Lise Head, Liliane Mottu (dir.), Les femmes dans la société européenne, Genève 2000, pp. 91–103; Urs Altermatt, Die Universität Freiburg und Polen, in: Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle 98 (2004), pp. 147–157; Marlis Betschart, Die Universität Freiburg als Bildungszentrum für Studenten und Professoren aus «Polen» 1889–1918, Fribourg, mémoire de licence, 1993; Aline Masé, Student Migration of Jews from Tsarist Russia to the Univesities of Berne and Zurich, 1865–1914, in: Tamar Lewinsky, Sandrine Mayoraz, East European Jews in Switzerland, Berlin/Boston 2013, pp. 100–123.

21 Lubor Jílek, L'observatoire du mensuel Kultura, entre Londres et Maisons-Laffitte, in: Relations internationales 148/4 (2011), p. 34.

22 Pour Agota Kristof: voir le numéro spécial de la revue des Archives littéraires suisses *Quarto* 27 (2008); pour Józef Bocheński: Entre la logique et la foi. Entretiens avec Joseph-M. Bocheński, recueillis par

Cette approche pourrait être prolongée dans trois directions. Premièrement, les exilé·e·s sont des passeurs culturels du fait même de leur circulation: ils emportent avec eux des représentations et des objets culturels. Que deviennent ces productions lorsqu'elles entrent en interaction avec la société d'accueil? Les exilé·e·s développent plusieurs stratégies, allant de la médiation comme peut l'exercer un éditeur tel que Vladimir Dimitrijevic[23] jusqu'à l'effacement dans le champ culturel d'accueil. Pour la Suisse, une comparaison de ces stratégies pourrait s'inspirer des travaux menés par Ioana Popa, à propos de quatre écrivaines arrivées en France au tournant des années 1950.[24]

Deuxièmement, l'histoire des relations culturelles internationales insiste sur le rôle central, au-delà des diplomaties classiques, des échanges informels. Dans des relations inexistantes ou particulièrement tendues entre les blocs, les exilé·e·s jouent un rôle important: ils sont des passeurs de culture, mais ils produisent aussi des interférences dans les relations officielles. En Suisse, on le voit par exemple dans les tensions à propos du Musée de Rapperswil, convoité à la fois par la Légation polonaise et les exilé·e·s; la diplomatie suisse doit alors louvoyer entre accointances anticommunistes avec cette diaspora et maintien des relations officielles.[25] La reprise des relations culturelles avec les pays de l'Est dans le contexte de la Détente est, de manière générale, considérée avec scepticisme parmi les exilé·e·s. Dans ce sens, il serait pertinent de développer des recherches sur leurs organisations et sur les différentes formes de relations qu'elles entretiennent – ou non – avec les représentants officiels du pays d'origine ou du pays d'accueil, et plus largement le rôle que ces organisations jouent dans la promotion des contacts culturels.

Ce questionnement mène à un troisième niveau, celui des représentations de soi et de l'autre. En raison de leur parcours, les exilé·e·s construisent des identités multiples.[26] Avant même le départ, le rapport à leur milieu de vie connaît des changements de perception jusqu'à la décision de partir.[27] Au cours de l'exil, les représentations du pays que l'on a quitté connaissent de fortes tensions, selon qu'elles rappellent un passé nostalgique ou construisent un futur imaginé. Enfin, il y a le choc

Jan Parys, Montricher 1990; pour Bronisław Baczko: Krzysztof Pomian, Baczko: Lumières et révolution, Revue européenne des sciences sociales 27/85 (1989), pp. 13–25 (numéro d'hommage à Baczko).

23 Alice Biro, Verlage als Kulturvermittler. Das Beispiel *L'Age d'homme*, in: Bild und Begegnung, pp. 549–574.

24 Ioana Popa, «Dépasser l'exil». Degrés de médiation et stratégies de transfert littéraire chez des exilés de l'Europe de l'Est en France, Genèses 38/1 (2000), pp. 5–32.

25 Jan Sikorowski, De la fondation du Musée Kościuszko à la fermeture du Musée de Rapperswil (1936–1952): deux exemples d'un anticommunisme suisse? Neuchâtel, mémoire de licence, 2010.

26 Voir notamment: Kristina Schulz, Die Schweiz der Anderen. Plädoyer für eine zeitgeschichtliche Betrachtung des politischen Asyls, in: Revue suisse d'histoire 64/3 (2014), pp. 385–405.

27 Voir l'article d'Audrey Kichelewski dans ce volume.

des représentations avec la société d'accueil. Les exilé·e·s peuvent avoir des stéréotypes sur la Suisse hérités, en partie du moins, des vagues d'exil précédentes. A l'inverse, certaines représentations des Européens de l'Est circulent au sein de la population suisse, héritées elles aussi de vagues antérieures. Les récentes recherches sur l'immigration des Juifs d'Europe centrale mettent en évidence le spectre des représentations qui les touche, allant du «Juif bolchevique» au «Juif errant».[28]

Après 1945, le large consensus social autour de l'anticommunisme a privilégié l'image de personnes persécutées par un régime inhumain. Cependant, des stéréotypes moins empathiques subsistent, généralement liés à la peur diffuse de l'étranger qui grandit au cours des années 1960. Il serait ainsi intéressant de mieux cerner la superposition d'anciens stéréotypes liés aux précédentes vagues d'immigration et de nouveaux stéréotypes. A l'instar des autres étrangers en Suisse, les immigrés d'Europe centrale doivent faire face au regard des autochtones: compassion, générosité, mais aussi curiosité et méfiance. Comme l'exprime Agota Kristof décrivant l'attitude de passants aux abords du camp de réfugiés, ce regard est parfois dépendant d'un rapport aidant-aidé:

> Ils nous donnent du chocolat et des oranges, naturellement, mais aussi des cigarettes et de l'argent. Cela ne nous rappelle plus les camps de concentration, mais plutôt le jardin zoologique. Les plus pudiques d'entre nous s'abstiennent de sortir dans la cour, d'autres par contre passent leur temps à tendre la main à travers la barrière et à comparer leur butin.[29]

Il est également pertinent de considérer comment et à quelles occasions les exilé·e·s se manifestent dans le domaine public et dans les médias. Ces interventions peuvent être symptomatiques à la fois de l'expression de stéréotypes et de divergences politiques.[30] Cette question de l'accueil et du rejet mène à la composante politique de cet exil.

Exil politisé et politisation de l'exil

La composante politique de l'exil a notamment été décryptée par des politologues comme Yossi Shain qui démontre qu'une personne ayant été poussée à l'exil souhaite naturellement revenir dans son pays, parfois au prix d'une lutte contre un gouvernement considéré comme illégitime.[31] Pour le cas de l'Europe centrale, Dufoix poursuit ces réflexions en dessinant les contours du concept d'*exopolitie*.

28 Lewinski et Mayorat (eds), *op. cit.*

29 Agota Kristof, L'analphabète, Genève 2004, cité in: David Tréfás, Die Illusion, dass man sich kennt. Schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956, Zürich 2008, p. 232.

30 Voir la contribution de David Tréfás dans ce volume.

31 Yossi Shain, The Frontier of Loyalty: Political Exiles in the Age of the Nation-State, Ann Arbor 2005.

Selon lui, l'activité politique des organisations d'exilés hongrois, polonais et tchèques en France pendant la Guerre froide est un moyen de mettre les groupes nationaux «en compétition pour le monopole de la représentation de leur nation ou leur peuple».[32] Pour atteindre ce but, ces organisations développent une panoplie de stratégies: *représenter* les exilés en nouant des relations – officielles ou officieuses – avec le pays d'accueil (organisation de visites, envois de programmes, mémoranda, etc.) et en les rassemblant «sous une bannière»; *organiser* la communauté en s'adjoignant les faveurs de l'ensemble des émigré·e·s par le biais de collectes de fonds, de brochures, de conférences, de commémorations; *informer* cette communauté sur le «mensonge communiste» pour la persuader de la pertinence de son engagement; et enfin, *combattre* le régime même si le recours à la violence reste relativement rare.[33]

A travers le concept d'*exopolitie*, Dufoix montre également le rôle politique que joue la communauté d'exil dans les relations internationales, à la fois vis-à-vis des pays de départ et d'accueil. Ressortissant·e·s d'un pays dont ils fuient le mode de gouvernement, ces exilé·e·s «actifs politiquement» tentent, non sans difficulté, de s'imposer comme des interlocuteurs du pays d'accueil, forçant ainsi les relations internationales à devenir triangulaires.[34] En Suisse, des limites sont posées à ces interférences produites par certain·e·s exilé·e·s dès 1949: dans un règlement d'application de la loi sur les étrangers, il est interdit aux réfugié·e·s de mener une quelconque activité politique. Si l'on craint que celle-ci contrevienne à l'ordre intérieur, il s'agit également de préserver la neutralité, cette valeur cardinale de la diplomatie suisse depuis la Seconde Guerre mondiale. En 1970, le conseiller national socialiste Ueli Götsch soumet un postulat demandant d'assouplir ce règlement: la nouvelle loi sur les étrangers de 1981 autorise l'activité politique des étrangers, du moment que ces derniers ne compromettent pas la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.[35]

Malgré cette interdiction, cette période voit le développement ou l'apparition de plusieurs associations, très hétérogènes quant à leurs activités et à leurs objectifs, fondées ou animées par des membres des diasporas d'Europe centrale.[36] Ces organismes ne sont pas toujours apolitiques, en dépit de ce que disent leurs statuts,

32 Stéphane Dufoix, Le retour des exilés, in: Hommes et migrations 1216 (1998), p. 79.
33 Dufoix, Politiques d'exil: Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques, *op. cit.*, pp. 56–59.
34 Stéphane Dufoix, La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat, in: Hommes et migrations 1253 «Trajectoires d'exils» (2005), pp. 10–12.
35 Règlement d'exécution du 1er mars 1949 de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (RSEE), art. 21, 3e alinéa, et nouvelle loi sur les étrangers de 1981 (Feuille fédérale, 133e année, Vol. II, Section 7: Activités politiques, art. 46, p. 565).
36 Il suffit pour s'en convaincre de parcourir le plan d'archivage des Archives fédérales et notamment le fonds E4280A* (Delegierter für das Flüchtlingswesen: Zentrale Ablage, 1945–1989). Dans sa section consacrée au travail entre associations suisses d'aide aux réfugiés et associations internationales, on

et les limites tolérées par la police restent, dans la pratique, relativement floues. On peut citer l'organisation du premier congrès de l'UFHS (*Union of Free Hungarian Students*) en 1957: la préparation de l'événement par des étudiant·e·s hongrois·e·s réfugié·e·s se déroule en Suisse, l'assemblée est notamment financée par l'*Hilfsaktion für Freiheitskämpfer Ungarns* (basée en Suisse), mais le congrès a lieu à deux pas de la frontière suisse, au Liechtenstein.[37] Des études pourraient être conduites, d'une part, sur les entreprises mises en œuvre par les exilé·e·s eux-mêmes et leurs astuces pour déjouer les contraintes. D'autre part, il y aurait matière à éclairer la compétition entre organisations d'exilé·e·s – et entre les exilé·e·s et d'autres mouvements d'opposition comme Solidarność – pour obtenir la légitimité de la véritable opposition.

A l'inverse parfois, les exilé·e·s et leur volonté de changement politique peuvent être instrumentalisés, soit par les gouvernements des pays de départ qui les brocardent comme des contre-exemples, soit par les gouvernements des pays d'accueil ou des organismes politiques qui les traitent en «expert·e·s de l'ennemi». Dans ce sens, le tournant culturel de l'historiographie de la Guerre froide rappelle l'importance de l'engagement des exilé·e·s – ou de leur instrumentalisation, la frontière n'est pas toujours claire – dans la lutte idéologique, notamment par le prisme d'organisations transnationales anticommunistes.[38] En Suisse, des études sur certaines institutions comme l'Institut d'Europe orientale à l'Université de Fribourg ont montré cette captation des exilé·e·s pour la lutte idéologique dans le domaine académique,[39] mais d'autres enquêtes pourraient être menées, en particulier dans les réseaux de l'Ost-Institut dirigé par Peter Sager. Parfois cette lutte est moins frontale que ne l'est la soviétologie par exemple, mais passe par des échanges sur le futur européen comme l'illustre l'itinéraire de Paul Auer.[40] Alors qu'en France, un programme de recherche est actuellement mené sur l'apport des

trouve notamment la mention d'associations tchèques, hongroises et croates: https://www.swiss-archives.ch/detail.aspx?ID=4791 (16.12.2015).

37 1956-os Intézet és Oral History Archívum, Budapest: Archives du MEFESZ/UFHS, Ki 802. 4: Diákújság: Magyar Diák/Ungarischer Student, A svájci Magyar Diákszövetség lapja, Saint-Gall, novembre 1957.

38 Voir par exemple: Simo Mikkonen, Exploiting the Exiles: Soviet Emigrés in U.S. Cold War Strategy, in: Journal of Cold War Studies 14/2 (2012), pp. 98–127; et la contribution de Justine Faure dans ce volume.

39 En Suisse, plusieurs scientifiques exilés sont engagés à l'Institut d'Europe orientale de l'Université de Fribourg. Matthieu Gillabert, The Sovietology of Józef M. Bocheński: Transnational Activism in Catholic Switzerland, 1955–1965, in: Luc van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (eds), Transnational Anticommunism and the Cold War, London 2014, p. 183.

40 Voir l'article de Gergely Fejerdy dans ce volume.

exilés polonais à la réorganisation de l'Europe,[41] de telles études restent à mener en Suisse.

Les nouvelles pistes de l'histoire sociale

Pour ce numéro, nous ne souhaitons pas seulement nous concentrer sur les formes d'engagements, qu'elles soient culturelles ou politiques, mais aussi envisager les exilé·e·s comme des réfugié·e·s qui connaissent des difficultés et des espoirs analogues à ceux d'autres migrant·e·s. Il est vrai que certain·e·s aspirent à s'engager pour changer la situation de leur pays d'origine. Pour d'autres, le contexte politique a certes engendré cet exil, mais il s'agit surtout de s'en accommoder en trouvant des moyens de le rendre plus supportable et de s'en émanciper. Entre ces deux «profils», il nous semble que la compréhension du devenir social des réfugié·e·s pourrait être affinée.

Dans le cas des réfugié·e·s de la Guerre froide, l'exil représente souvent un phénomène collectif. Le contexte géopolitique influence directement les politiques d'asile des pays occidentaux et les actions des organisations internationales, tout en imprégnant les exilé·e·s au quotidien. Les réfugié·e·s d'Europe centrale ont été parfois considérés comme «privilégiés». D'une part, ils arrivent en Suisse au moment d'un assouplissement de la politique d'asile, conséquence à la fois d'une négociation internationale du statut de réfugié au lendemain de la guerre[42] et d'un «rattrapage humanitaire» lancé dès l'automne 1943 par le Conseil fédéral pour répondre aux critiques des alliés sur l'accueil helvétique.[43] D'autre part, un faisceau d'éléments favorables – accointances anticommunistes, conjoncture économique favorable et réelle compassion – explique qu'en 1956 et en 1968 l'accueil fut plutôt généreux, les victimes étant admises «sans que l'on examine dans chaque cas individuel si les conditions [...] sont réalisées».[44] On le sait, l'accueil fut nettement plus rude pour d'autres groupes comme les Chilien·ne·s des années 1970, fuyant la dictature militaire d'Augusto Pinochet, ou les travailleuses et travailleurs étrangers dont le statut était, à la même époque, particulièrement instable. Cependant, l'ac-

41 Voir le programme du colloque de Cracovie: L'apport des exilés polonais en France à la réorganisation pacifique de l'Europe (1940–1989), 16–17 octobre 2015, dans le cadre du LABEX «Ecrire une histoire nouvelle de l'Europe: http://politologia.up.krakow.pl/upload/File/konferencje/prof_Laptos_X_2015/Programme_FR2.pdf (17.12.2015).

42 Peter Gatrell, The Making of the Modern Refugee, Oxford 2013.

43 Rapport final de la Commission Indépendante d'Experts Suisse–Seconde Guerre mondiale, Zurich 2002, pp. 152–156.

44 Circulaire du Département fédéral de justice et police, 10.10.1969. Document diplomatique suisse (www.dodis.ch) no 32362. Voir également: Christine Banki, Christophe Späti, Ungaren, Tibeter, Tschechien und Slowaken. Bedingungen ihrer Akzeptanz in der Schweiz der Nachkriegszeit, in: Carsten Goerkhe, Werner G. Zimmermann (Hg.), «Zuflucht Schweiz». Der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert, Zurich 1994, pp. 369–415.

cueil et le capital de sympathie ne font pas tout, comme l'exprime un ancien réfugié hongrois: «Nous avons vécu des années très difficiles. L'effort d'adaptation n'était pas aussi simple qu'on le croit [...]. D'un côté, nous étions très heureux de la réception qui nous avait été faite, les gens étaient très aimables; d'un autre côté, il y avait les défis de cette vie future qui se précisait, la crainte de savoir si on serait à la hauteur.»[45]

Il serait ainsi pertinent de considérer les exilé·e·s au-delà des sphères très politisées des associations, bien plus visibles que le quotidien des réfugié·e·s dans la Suisse d'alors. Mesurer quantitativement l'impact des origines socioprofessionnelles et culturelles des exilé·e·s et comprendre qualitativement les parcours de vie entre deux pays représentent autant de moyens de décrypter l'avant et l'après-exil. Les recherches ont tendance à concentrer les efforts sur les pics (1956, 1968, 1980–1981) et à négliger certains groupes, considérés comme peu représentatifs mais qui mériteraient davantage d'attention: femmes et enfants;[46] ouvriers qualifiés ou non; paysans; exilé·e·s aux trajectoires multiples (poursuite de l'émigration après un passage en Suisse; retours dans le pays d'origine).[47]

Les exilé·e·s d'Europe centrale en Suisse se trouvent confrontés aux difficultés concrètes dans le pays qui les accueille (placements parfois arbitraires; langue; limitations des perspectives professionnelles; limitations dans leurs déplacements; statut d'étranger). A cela s'ajoutent évidemment les difficultés d'ordre social et affectif (séparation d'avec les proches restés au pays; inquiétudes pour ces derniers; nostalgie). Les exilé·e·s doivent souvent eux-mêmes trouver des solutions à ces problèmes: naturalisation qui leur permet non seulement de devenir citoyen·ne·s mais aussi, paradoxalement, de pouvoir retourner sans danger dans leur pays; organisation de visites pour des proches restés au pays; envoi d'argent et de biens.

Les réfugié·e·s d'Europe centrale en Suisse dépendent de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés et du Département fédéral de justice et police qui travaillent de concert. Ce suivi mène à différentes étapes – permis d'établissement

45 Bálint Basilides (réfugié à Neuchâtel à l'âge de 12 ans avec sa mère et sa sœur), novembre 2004, cité in: Phil Casoar, Eszter Balázs, Les Héros de Budapest, Paris 2006, p. 182.

46 Si l'on excepte quelques études sur des groupes nationaux (par exemple: Andrea Pető, Memories of the 1956 Hungarian Revolution: Narrating Gender and Migration, in: Ann Katherine Isaacs (ed.), Immigration and Emigration in Historical Perspective, Pise 2007, pp. 153–163), il n'existe que peu d'études globales concernant l'exil de femmes d'Europe centrale en Occident pendant la Guerre froide. Un ouvrage d'histoire orale porte sur l'émigration de femmes bulgares et hongroises vers l'Italie et les Pays-Bas (Luisa Passerini, Dawn Lyon, Erica Capussotti and Ioanna Laliotou (eds), Women Migrants From East to West: Gender, Mobility and Belonging in Contemporary Europe, Berghahn Books, Oxford 2007). On compte depuis les années 2000 quelques numéros spéciaux intégrant exil, migration et genre, par exemple: Réfugié(e)s, in: Le Mouvement Social 225/4 (2008). Pour la Suisse: Janine Dahinden, Magdalena Rosende, Natalie Benelli, Magaly Hanselmann, Karin Lempen, Migrations: genre et frontières–frontières de genre, in: Nouvelles Questions Féministes 26/1 (2007).

47 Voir l'article de Tiphaine Robert dans ce volume.

puis naturalisation pour certain·e·s –, mais autorise aussi des mesures parfois arbitraires en fonction du comportement des individu·e·s. A côté des œuvres d'entraide auxquelles les exilé·e·s sont affiliés à leur arrivée en Suisse,[48] se déploie tout un réseau de solidarité au sein des diasporas:[49] réseaux informels (voisinage, famille, etc.) et associations souvent créées par d'ancien·ne·s réfugié·e·s dans le but de faciliter le quotidien des exilé·e·s. C'est le cas du VUCAS (*Verband der ungarischen christlichen Arbeitnehmer der Schweiz*) qui se définit comme un syndicat «non marxiste»[50] et s'est particulièrement engagé en faveur des réfugié·e·s hongrois sur le marché du travail. Cet organisme s'est aussi efforcé de faciliter la naturalisation et de contribuer à des regroupements familiaux. Ces vastes actions se mettent en place non sans contacts avec les autorités suisses.

La dimension associative et sociale de la présence des exilé·e·s d'Europe centrale en Suisse demeure un parent pauvre de l'historiographie suisse, comme nous avons pu le constater dans le cadre d'un colloque organisé par Kristina Schulz et Joachim Schlör en 2015.[51] L'étude de ces réseaux permettrait d'éclairer non seulement des dynamiques d'entraide au sein des diasporas mais aussi les normes, les tolérances et les rejets de la société suisse, ainsi que le rapport de celle-ci à la présence étrangère. De nombreuses sources témoignant de ces dynamiques sociales existent (Archives de l'OSAR/SFH; Archives sociales; témoignages) et appellent à un développement d'approches aussi bien qualitatives que quantitatives.

Les trois phases de l'exil

Les recherches sur l'exil d'Europe centrale cristallisent donc ces trois dimensions culturelle, politique et sociale qui, en réalité, cohabitent toujours. C'est pourquoi il eut été très arbitraire de présenter les contributions de ce numéro en fonction de ces thématiques. Aussi avons-nous préféré plus simplement suivre l'itinéraire des exilé·e·s eux-mêmes qui passe par trois phases:

1. le départ et l'arrivée dans le pays d'accueil;
2. le temps de l'exil;
3. la tentation du retour.

48 CARITAS (entraide catholique); HEKS (entraide protestante); SAHV (entraide ouvrière); VSJF (entraide juive); CFD (Mouvement chrétien pour la paix); KOF (entraide orthodoxe), ainsi que la Croix-Rouge.

49 Voir à ce sujet, Harald Waldrauch, Karin Sohler, Migrantenorganisationen in der Grossstadt, Entstehung, Strukturen und Aktivitäten am Beispiel Wiens, Frankfurt 2004, p. 37.

50 Entretien avec József Böröcz, son charismatique président de 1962 à aujourd'hui, Zurich, le 4 octobre 2013. Une organisation semblable a également été fondée après l'arrivée des réfugié·e·s tchécoslovaques: Archives fédérales suisses: E4280A#1998/296#1060*, Verband tschechoslowakischer christlicher Arbeitnehmer (1971–1977). Ces organismes ne visaient pas seulement à aider les réfugiés déjà présents mais aussi à faciliter les procédures d'asile de nouveaux réfugiés.

51 Vernetzungstagung Exil. Asyl. Diaspora. Zur Rolle der Schweiz im 20. Jahrhundert, Université de Berne, 26–28 février 2015.

Au préalable, Kristina Schulz retrace la généalogie parallèle de deux concepts: *Exilforschung* et *Migrationsgeschichte*. Dans les deux cas, il s'agit d'étudier des destins de personnes «en route» et pourtant, il est rare que les méthodes de ces deux domaines d'étude se croisent. La notion d'exil, issue d'une tradition historique différente et généralement concentrée sur des parcours individuels célèbres, peut servir à interroger d'une nouvelle manière les migrations.

Dans le sillage de cette réflexion s'ouvre le premier volet consacré au départ du pays d'origine et à l'arrivée dans le pays d'accueil. Dans son article décryptant l'hésitation entre «le rester et le partir» qu'éprouvent les Juifs en Pologne après la Seconde Guerre mondiale, Audrey Kichelewski interroge non seulement les tentations de partir, mais aussi l'attitude des autorités polonaises face aux potentiels exilé·e·s. Le départ ne correspond pas tant à un moment qu'à un enchaînement de persécutions, d'hésitations, de décisions et de départs avortés ou différés. Gusztáv Kecskés s'attarde quant à lui sur l'accueil – international et suisse – des réfugié·e·s hongrois suite à l'Insurrection de Budapest. Son analyse permet de comprendre le type de réponses institutionnelles développées en Suisse à cet exil collectif, réponses conditionnées par la Guerre froide. Ces contributions mettent en évidence la rareté des trajectoires linéaires et le cadre des migrations, donné par les autorités des pays quittés (Kichelewski) et par les gouvernements des pays d'accueil (Kecskés).

Le deuxième volet se focalise sur le temps de l'exil et l'impact de la présence provisoire ou prolongée des exilé·e·s, leur visibilité et le recours à leurs savoirs dans la société occidentale. Justine Faure analyse ainsi le besoin des États-Unis de mieux «connaître l'ennemi» dans le contexte de la Guerre froide. De nombreux exilé·e·s de pays du «bloc de l'Est» seront notamment engagé·e·s, parfois même recruté·e·s, dans le but d'utiliser leur savoir sur les systèmes bientôt mis en place dans les démocraties populaires. David Tréfás interroge la notion de diaspora par l'exemple de la communauté hongroise en Suisse. A travers ses manifestations dans le domaine public, cette dernière se révèle extrêmement hétérogène, changeante et bien souvent désunie. Son attention se porte sur les membres qui la composent, sur la société d'accueil ainsi que sur l'évolution du pays d'origine. Il en ressort plusieurs manières de vivre en diaspora (intégration; mythes et représentations du pays quitté; visions politiques) qui entrent parfois en conflit.

La troisième partie du recueil porte sur l'espoir et la réalisation – ou non – du retour dans le pays d'origine. A travers le destin du diplomate hongrois Paul Auer, très vite désavoué par son gouvernement et poussé ainsi à l'exil, Gergely Fejérdy s'interroge sur la nostalgie (qu'elle soit liée au passé ou au lieu quitté) et, paradoxalement, sur l'activité qui peut en résulter. Auer n'aura de cesse de s'engager – à distance – contre le communisme qui rejetait le milieu dont il est issu et, en quelque sorte, d'envisager un potentiel retour. Tiphaine Robert examine un phéno-

mène cette fois collectif: le retour de réfugié·e·s hongrois·e·s après 1956 vers la Hongrie kadariste. Si les motivations sont propres à chacun·e et difficilement saisissables, on observe néanmoins des tendances générales. Les interprétations de ces migrations «à contre sens» mettent en évidence l'exploitation idéologique des flux migratoires en fonction des intérêts des gouvernements ou d'autres instances.

L'exil engendre une documentation qu'il faut sauver, conserver et étudier. En Suisse notamment, les personnes particulièrement engagées dans l'anticommunisme se sont constamment documentées sur le bloc communiste et sur son évolution aussi bien politique, économique que culturelle. Elles ont pu constituer des centres de recherche ou des bibliothèques. Ce type de lieu a ceci de particulier qu'il conserve à la fois des documents issus de l'exil et des traces des régimes communistes eux-mêmes et de leur évolution. Eva Maurer propose une contribution finale portant sur la Bibliothèque suisse sur l'Europe de l'Est (SOB) fondée par le politologue bernois Peter Sager. Au-delà de ce lieu-là, elle apporte une réflexion sur le caractère spécifique des lieux de conservation du patrimoine des exilé·e·s d'Europe centrale tout en proposant un panorama de différentes institutions en Suisse: autant de pistes archivistiques pour de nouvelles recherches.

Ces trois phases ont, d'un point de vue narratif, une certaine cohérence. Elles permettent en tout cas de cibler des problématiques spécifiques à ces moments successifs de la trajectoire d'exil. Pourtant, ici aussi, les frontières sont quelque peu arbitraires. Dans son introduction à *L'exil russe*, Catherine Gousseff interroge par exemple le moment du départ: «Commence-t-il [l'exil] lorsqu'on ferme pour la dernière fois la porte de la maison, ou lorsqu'on franchit la frontière du pays natal?»[52] De même, la situation évolue une fois arrivé à l'étranger: un exil peut donc commencer bien après le départ. Si ces catégories se recoupent parfois, elles permettent tout de même d'aborder les dimensions de l'exil de manière transversale et de faciliter la comparaison.

Par des exemples concrets, ce numéro d'*Itinera* varie les échelles d'analyse (nationale, transnationale) et prend en compte différents types de parcours (exil unidirectionnel, circulation). En outre, les études de ce cahier alterne les focales sur les acteurs sociaux (groupes, individus, autorités). En plus d'explorer un sujet un peu délaissé, cet ouvrage stimulera, nous l'espérons, des recherches liées à l'exil en Suisse pendant la Guerre froide.

Les directeurs du présent numéro remercient Andy Maître qui a relu l'ensemble des textes.

52 Catherine Gousseff, L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride, Paris 2008, p. 21.